

1. Record Nr.	UNINA9910466825203321
Autore	Gallus Nicole
Titolo	Le nouveau regime de protection des personnes majeures [[electronic resource]] : analyse de la loi du 17 mars 2013
Pubbl/distr/stampa	Bruxelles, : Bruylant Cork, : Primento Digital Publishing, 2014
ISBN	2-8027-4476-3
Descrizione fisica	1 online resource (353 p.)
Altri autori (Persone)	Van HalterenThomas
Disciplina	349.493
Soggetti	Electronic books.
Lingua di pubblicazione	Francese
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia
Note generali	Description based upon print version of record.
Nota di contenuto	Couverture -- Titre -- Copyright -- Introduction -- Chapitre 1 - Genese de la loi -- Chapitre 2 - Objectif et philosophie du nouveau regime de protection -- Section 1 - Notions introductives -- Section 2 - Les lignes de force de la reforme -- 1. - La mise en conformite du droit avec les textes internationaux -- 2. - L'harmonisation et la simplification de la protection -- Section 3 - Les principes de base de la reforme -- 1. - Distinction entre le statut du majeur et le statut du mineur -- 2. - L'administration provisoire comme base du nouveau statut de protection -- 3. - L'attention pretee a la distinction entre les soins a la personne et la gestion des biens -- 4. - L'adaptation de la terminologie -- 5. - La revalorisation de la personne de confiance -- 6. - L'association de la personne protegee au processus decisionnel -- 7. - Le rappel du droit commun de la capacite, l'incapacite devant demeurer l'exception -- 8. - La priorite donnee au regime de protection extrajudiciaire -- 9. - Le droit transitoire -- Chapitre 3 - Le nouveau statut de protection des personnes majeures -- Chapitre 4 - La protection extrajudiciaire -- Section 1 - La protection des personnes majeures vulnérables au travers du mandat avant la loi du 17 mars 2013 -- Section 2 - La protection extrajudiciaire des personnes majeures vulnérables prevue par la loi du 17 mars 2013 -- 1. - Une innovation inspiree des instruments internationaux -- 2. - Le contrat de mandat comme mode de protection extrajudiciaire -- 3. - Le principe de continuite

ou de prolongation du mandat de protection extrajudiciaire -- 4. -
Le role du juge au commencement de la protection extrajudiciaire --
5. - Le role du mandant et celui du mandataire -- 6. - Le role du juge
dans l'encadrement et la fin de la protection extrajudiciaire.
7. - Conclusion sur la protection extrajudiciaire -- Chapitre 5 -
La protection judiciaire -- Section 1 - Generalites et definitions --
Section 2 - Protection judiciaire et incapacite -- Section 3 - Protection
judiciaire de la personne et/ou des biens -- Section 4 - Assistance
et representation -- Section 5 - Debut et fin de la protection judiciaire
-- Section 6 - Protection judiciaire et sanctions -- 1. - Sanction
des actes poses par la personne protegee pendant la mesure
de protection -- 2. - Sanction des actes poses par la personne
protegee avant sa mise sous protection -- 3. - Sanction des actes
poses par l'administrateur de la personne protegee pendant sa mission
-- Chapitre 6 - L'administration : mode de protection judiciaire --
Section 1 - Generalites et definitions -- Section 2 - Les hypotheses
d'ouverture de l'administration -- Section 3 - Choix de l'administrateur
-- 1. - Declaration de preference -- 2. - Designation
de l'administrateur -- 3. - Modification des pouvoirs ou remplacement
de l'administrateur -- Section 4 - L'assistance et la representation :
les deux facettes du fonctionnement de l'administration -- 1. -
Dispositions generales -- 2. - L'assistance -- 3. - La representation
-- 4. - La protection face a l'incapacite prononcee -- A. -
L'interdiction de toute assistance ou representation par l'administrateur
-- B. - L'autorisation prealable speciale donnee par le juge de paix
a l'administrateur pour représenter l'incapable -- 1. - Generalites -- 2.
- Divorce par consentement mutuel -- 3. - Acceptation et renonciation
a succession, legs universel ou legs a titre universel -- 4. - Donation
par representation ou subrogation -- 5. - Alienation de biens -- 6. -
Actes mixtes -- 7. - Modalites de la vente des biens meubles
et immeubles -- 8. - Souvenirs et objets a caractere personnel.
9. - Sanction de l'absence d'autorisation prealable -- C. - L'autorisation
derogatoire donnee a la personne vulnérable -- D. - Le regime de l'avis
-- E. - Intervention d'un tiers autre que l'administrateur -- F. -
Intervention du tuteur -- G. - Modification de lois particulieres --
Section 5 - Fin de l'administration -- Chapitre 7 - Les acteurs
de la protection judiciaire -- Section 1 - Les personnes protegees --
Section 2 - Le juge de paix -- Section 3 - L'administrateur
de la personne et l'administrateur des biens -- 1. - Definitions,
notions generales et mission -- 2. - Obligation de faire rapport
et reddition de compte -- A. - Au commencement de l'administration
-- B. - En cours d'administration -- C. - A la fin de l'administration --
3. - L'administration confiee aux parents de la personne majeure
protegee -- 4. - Responsabilite des administrateurs -- Section 4 -
La personne de confiance -- 1. - Notion et designation -- 2. -
Cessation de la mission de la personne de confiance -- 3. - Mission
de la personne de confiance -- 4. - Responsabilite de la personne
de confiance -- Chapitre 8 - Les majeurs proteges et les liberalites --
Section 1 - Les liberalites consenties en faveur ou faites
par la personne protegee -- 1. - L'acceptation ou la renonciation
a une succession ou un legs universel ou a titre universel -- 2. -
L'acceptation (ou la renonciation) a une donation ou a un legs
particulier -- 3. - Dispositions a titre gratuit entre vifs ou a cause
de mort -- A. - L'autorisation prealable pour faire une donation
ou un testament -- B. - La donation par subrogation ou representation
-- Section 2 - Incapacite de recevoir des liberalites de la personne
protegee -- Chapitre 9 - Autres modifications du Code civil -- Section
1 - La mise en conformite des textes.

Section 2 - Les actes personnels non susceptibles d'etre accomplis par l'administrateur et la possible derogation donnee a la personne protegee elle-meme -- Section 3 - L'avis de la personne protegee remplaçant le consentement a l'acte -- Section 4 - L'impossibilite ou l'incapacite d'exprimer sa volonte -- Chapitre 10 - Elements de procedure -- Section 1 - « Des personnes protegees » : protection judiciaire et administration dans le Code judiciaire -- 1. - Qui peut requerir la mise sous statut de protection d'une personne majeure vulnérable ? -- 2. - Comment demander la mise sous protection judiciaire d'une personne ? -- 3. - Le certificat medical a joindre a la requete -- 4. - Competence du juge de paix - Premiere audience devant lui -- 5. - L'ordonnance du juge de paix -- 6. - Les cas dans lesquels le juge de paix est a nouveau saisi en cours de protection -- 7. - Les mesures de publicite -- 8. - Le dossier administratif -- Section 2 - Modifications d'autres dispositions du Code judiciaire a la suite de l'instauration du nouveau regime de protection des personnes majeures -- Chapitre 11 - Modifications et adaptations d'autres legislations en consequence de l'instauration du nouveau statut de protection -- Section 1 - Le registre national des personnes physiques -- Section 2 - Les droits du patient -- Section 3 - L'obtention et l'utilisation de materiel corporel humain -- Chapitre 12 - Dispositions transitoires de la nouvelle loi du 17 mars 2013 -- Conclusion -- Table des matieres.

Sommario/riassunto

La loi du 17 mars 2013 reformant les regimes d'incapacite et instaurant un nouveau statut de protection conforme a la dignite humaine a pour objet de revoir en profondeur la matiere des incapacites en droit belge. Il s'agit d'une importante reforme du statut des personnes vulnérables, a la croisee entre le besoin de protection et le souci de preserver la liberte fondamentale a toute societe democratique. Cette loi entrera en vigueur le 1er septembre 2014 et prevoit des dispositions transitoires a son application dans le temps. Plusieurs questions essentielles se posent deja, auxquelles la jur
